

La revanche de Louis Riel

Mon pays métis. Quelques vérités sur le Canada de John Ralston Saul. Traduit de l'anglais (Canada) par Rachel Martinez et Ève Renaud, Boréal, 345 p.

Guylaine Massoutre

Numéro 225, mars-avril 2009

Phénomènes contemporains de la culture inuit

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/16674ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Massoutre, G. (2009). La revanche de Louis Riel / *Mon pays métis. Quelques vérités sur le Canada* de John Ralston Saul. Traduit de l'anglais (Canada) par Rachel Martinez et Ève Renaud, Boréal, 345 p. *Spirale*, (225), 23–25.

Tous droits réservés © Spirale, 2009

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La revanche de Louis Riel

MON PAYS MÉTIS. QUELQUES VÉRITÉS SUR LE CANADA de John Ralston Saul

Traduit de l'anglais (Canada) par Rachel Martinez et Ève Renaud, Boréal, 345 p

par GUYLAINE MASSOUTRE

« **N**otre civilisation n'est pas d'inspiration britannique, française ou européenne et ne l'a jamais été. Notre société n'incarne pas — et n'a jamais incarné — la paix, l'ordre et le bon gouvernement. » Cette déclaration paradoxale ouvre l'essai polémique, brillantissime et d'une audace folle, *Mon pays métis. Quelques vérités sur le Canada*, par John Ralston Saul, traduction de *A Fair Country : Telling Truths about Canada* (Viking Canada, 2008). D'emblée, malgré leur écriture claire, les idées de Saul incitent aux répliques enflammées; une discussion, gênée par une lecture incomplète, brandira l'historiographie québécoise, dont, nul doute, des pages pleines sont encore à noircir pour rendre justice au pays réel. Toutefois, épreuve faite d'une lecture attentive et intégrale, qui ne ressortira pas enrichi, grandi, ennobli par les propositions pacifiques de Saul, par sa vision à long terme, qui consiste à revenir aux idées des Premières Nations pour aborder l'avenir? En effet, il l'argumente avec un brio innovateur et décapant.

Mensonge, selon Saul, l'histoire au Canada ne serait que mythologie erronée, entrave à la conscience et à l'action collective, fausse représentation de soi aux plans politique, culturel et éthique. Hagards, atteints de cécité ou paralysés par la stupidité, les gens de ce pays dans l'impasse agiraient avec inconséquence, au mieux dans une complexité tortueuse, décalée, morcelée, et j'en passe. Un examen de conscience s'impose, et le diagnostic de Saul suit un relevé informé de symptômes politiques, historiques, sociaux, économiques, etc. En bref, les élites du Canada sont dites responsables de « la dérive » dans cette « dysfonctionnalité » gravissime, à cause de laquelle le Canada s'inféode, s'affaiblit, se vend et disparaît de la scène internationale. Il leur oppose une rude médecine autochtone, soit ces « concepts de paix, d'équité et de bon gouvernement » qui ont inspiré l'intention de l'Acte constitutionnel de 1791, lequel réunissait francophones et anglophones dans une même assemblée autour des concepts de « Paix, bien-être et bon gouvernement » (*Peace, Welfare and Good Government*), changés à tort plus tard à Londres en « Paix, Ordre et Bon Gouvernement ». Pourquoi revenir à la première devise? Parce que inspirée des Premières Nations, elle sous-entend leur conception de l'intégration universelle des peuples et des individus en un cercle égalitaire, qui va en s'élargissant.

Renaissance canadienne

Saul propose donc de faire une fois pour toutes ce cercle à l'intérieur des frontières canadiennes, tous migrants unis autour de la force indigène, en se détournant de la ligne du Sud où se tassent les Euro-Américano-Canadiens, pour voir le Nord, où, avec leurs

routes de glace, leurs passages maritimes et leurs richesses minières, dans ces territoires habités et défendus par 50 000 Inuit de plus en plus autonomes — un nombre record d'habitants dans l'histoire, qui bat de sept fois la population nordique de la Norvège et de six fois celle de la Finlande —, les vastes territoires canadiens jouxtent la Russie, le Danemark souverain du Groenland et la Scandinavie. Étonnant, choquant, pour qui a à cœur la position critique du Québec dans la fédération et qui doute de la solution miracle des vérités originaires : peut-on prôner, sans romantisme, le retour aux principes autochtones, défaits hormis quelques jugements de Cour récents qui affirment le bien-fondé légal de la tradition orale et de la bonne entente autour du calumet?

Revenons à la grande famille canadienne de Saul, issue des Premières Nations, Inuit et Métis. La « civilisation métisse » (notons la traduction québécoise pour « A Fair Country ») étreint tous ses enfants, en un « nous » inclusif dont la légitimation passe par le grand récit de l'antériorité. Ce révisionnisme historique englobe Anglo et Franco-Canadiens, ainsi que tous les autres, dans ce cercle autochtone accueillant, s'élargissant dans l'équité. Cette posture idéologique et métaphorique est la seule capable de délivrer tous les « nous autres », que Saul qualifie de camisoles de force parce qu'ils effacent l'apport premier. Il existe au contraire un tel « nous » canadien, capable de fierté et d'action politique et éthique, Saul parlant au nom de cette intelligentsia torontoise fière, autarcique, progressiste, antiaméricaine, antieuropéenne, pronordicité, prête à négocier les virages de la société « souveraine », un terme défini par les Mohawks, dont elle voit les bénéfices collectifs concrètement se profiler demain.

Trois cent quarante-cinq pages sont indispensables à un tel plaidoyer; Saul est un philosophe, un romancier, un utopiste. Quatre siècles de cohabitation « interculturelle » peuvent-ils imposer une telle harmonie intellectuelle, subsumée à partir d'un espace partagé de force, et faire une vraie collectivité, une diversité ethnoculturelle féconde, une

« nation » métis avec une société d'immigrés par vagues, aux convictions contradictoires têtues? Réponse de Saul : l'influence autochtone gagne toute intelligence, savoir-vivre communautaire, généalogie, intuitions et réflexes, tandis que langues, références et mythologies de la représentation identitaire font écran à ce legs essentiel. Son essai est un pamphlet contre les nationalismes, qualifiés férocelement d'« européens », qu'il soit question des orangistes, extrémistes et racistes, des Irlandais protestants, des Anglais en leur Parlement, leurs Cours et assemblées de Londres, des Italiens du Sud, et de bien d'autres dont il retrace et fustige l'action négative pour ce Canada solidaire. Passionnant! Il y oppose le concept de la Couronne, à quoi il donne un sens abstrait, supranationaliste, étatique. Évidemment, le projet nationaliste québécois en prend un dur coup, mais Saul vise plus loin, plus audacieux encore, rendant justice à toutes les interventions du Régime français et des pères de la Constitution canadiens-français, dont l'esprit pacifique conçut un monde équitable, habitable par tous. Big Bear, Poundmaker, Gabriel Dumont et Louis Riel ont marié en 1885 « *les notions d'inclusion, de complexité, de diversité et de vie harmonieuse sur un territoire que l'on ne s'efforce pas simplement de dominer* », vision de l'autre qui fait son chemin. Et il tire à boulets rouges sur les politiques peureuses et régressives, antisociales et égoïstes ou irresponsables des dernières années, surtout de l'Ontario et d'Ottawa. De même, il condamne avec virulence le manque d'idées, de cran, de vision collective des décideurs de tout poil, pointés précisément. On respire avec Saul un grand air sain, tonique, social, généreusement et intelligemment balayé par dix ans de données qu'il a observées, discutées et articulées pour bousculer les frilosités.

On pourra cependant regretter, point navrant, que de la Grande-Bretagne, de la France, de cette Europe sans cesse honnie sous sa plume, des États-Unis même, ne vienne l'image que d'entités réduites à un bloc homogène, brusquement coupé des forces internes de l'histoire pour venir faire obstacle au métissage des cultures « *au sein duquel nous vivons si bien au Canada* ». Utopie, dis-je, pamphlet parfois injuste, comme si le nationalisme n'avait jamais pris un tour spécifiquement canadien, et que les débats d'ailleurs soient ainsi disqualifiés, alors qu'ils res-

semblent à ceux d'ici, indispensables à la démocratie, mais jetés par Saul dans le grand drame des colonisés... Regret que les essais sur la créolité, nés ailleurs, ne soient pas cités, mais quand l'ailleurs est évincé sous l'argument du complexe canadien, qui gomme entre autres les belles expériences de la francophonie...

L'essai n'en compte pas moins des propositions formidables : des chaires pour le Nord, des universités inuit, l'oralité respectée et enseignée, des lectures intégrant les épopées écrites dans toutes les langues non officielles, la revalorisation rapide des langues autochtones, bref le réveil général du savoir accumulé, mais caché, dénaturé, ignoré et dénigré des Premières Nations.

L'autre intérieur

Il a beaucoup changé, sans bruit, cet Inuit œuvrant parmi les siens, en « *vrais gardiens de notre souveraineté sous ces latitudes* ». Inuit, Dénés, Gwich'in et autres habitants du Nord, ils résistent à la manière « *ancienne et monolithique d'un État-nation* » que le Sud a voulu leur imposer pour les façonner. Marginalisés, considérés non pas comme des citoyens, soumis à cet ordre qui a supplanté le bien-être nécessaire de l'intérieur, ignorés pour leur savoir-faire traditionnel et leurs techniques propres à l'environnement en ces communautés isolées, ils voient les pétrolières s'ingérer dans les affaires du Nord comme s'ils n'existaient pas, sans même que ces acteurs sachent ce que signifie « *vivre dans le Nord* ». Pourtant, les Inuit ont conçu l'IQ, qui veut dire « à la manière inuit », pour gouverner, sauvegarder leurs langues, développer un enseignement traditionnel, des programmes scolaires, un enseignement bilingue. Leur assemblée législative au Nunavut utilise un système consensuel de fonctionnement, sans parti politique, avec une administration et des responsabilités décentralisées, reliées par des communications de pointe. Ces exemples forment la pointe d'un iceberg qui pourrait changer les mentalités dubitatives, maladroitement et ignorantes du Sud, mal informées sur ce qui n'est pas parlementaire.

L'éradication de l'autre par la colonisation territoriale, économique et culturelle, son éviction des instances de décisions et des profits issus des ressources premières, le traitement de l'autre comme acteur de soutien sur un simple lieu de passage, tout ce racisme entretenu pour le bénéfice d'intérêts privés et à courte vue explique tant le déni de soi des non-Autochtones que les préjugés à leur endroit. Saul a raison de dénoncer cet inconscient collectif, malade d'une guerre larvée qui assimile Amérindiens et peuples du Nord. Mais il met aussi en question « *le lieu de vie réel* » des Canadiens, l'autre assimilation nourricière d'un inconscient paisible, même s'il faudra plus que cet essai pour convaincre une société qui se pense tout occidentale qu'un prêt par le sang correspond à un rendu dans l'imaginaire.

Lorsque Saul décrit la mainmise des Blancs sur les Premières Nations, même s'il vante l'habileté des négociateurs de la Nouvelle-France, des partenaires de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de la Compagnie du Nord-Ouest en Arctique, mélange de dépendance et d'association qui n'a pas tout à fait disparu, c'est pour établir que désormais les Inuit ont repris le contrôle de leur mentalité, pour affirmer la vitalité de leur culture. Les exemples empruntés à la Norvège, au Danemark et à la

Suède, ainsi qu'aux pays européens et asiatiques qui développent le capital nordique *in situ*, a de quoi réveiller les politiciens frieux et leur manque de vision concernant les centres de recherche arctique, les investisseurs et les industriels, englués dans la prévarication paternaliste qui prévaut à l'endroit de la main-d'œuvre locale. Il est urgent de lui donner les rênes, plutôt qu'à cet « *homme qui plante des mâts dans la neige* », comme disent avec humour les Inuit du Blanc, ce passant inadapté, aux caprices égoïstes : « *C'est à ces habitants du Nord que nous devons la présence du Canada dans l'Arctique. [...] [S]euls les Canadiens du Nord se voient comme une partie intégrante de ce lieu et donc responsables de son intendance* ».

Pour en finir avec l'euphémisation artificielle du Canada

Saul revendique donc l'unicité canadienne du phénomène d'« *indigénation* », apte à produire un pays original, non exclusivement urbain, sur le long terme. Les partenariats qu'il veut voir substituer aux actes nationalistes conquérants ont des origines depuis Champlain, qui favorisa l'égalité et les mariages interraciaux. Si Saul replie son Canadien nourri des principes des Premières Nations sur son autonomie, c'est pour renforcer son sens de la survie, dont il faut rendre justice au traitement autochtone des Blancs, tandis que le spéculateur colon visait le profit immédiat. Vision, ceci dit en passant, que des idéologues américains et européens ont aussi articulée, certes dans d'autres contextes. La réussite canadienne tient aux stratégies positives et inclusives de la Nation, respectant un principe restrictif d'« *atteinte minimale* », et il retranche, telle de la viande pourrie, les « *monolithismes historiques* », dans le passé comme sous leur forme actuelle. Si rectifier l'histoire, oui, peut renverser les rôles de bons et de méchants, peut faire cesser les innombrables blessures, guerres et offenses faites aux plus faibles en nombre et en défenses physiques — car il y a eu des vaincus, personne ne le nie —, cette guerre idéologique incessante et larvée, ce ravage culturel et humain, ce gaspillage innommable ne continuent pas moins, choc du pot de terre contre le pot de fer, même si le chiffre des populations autochtones est au plus haut des estimations de cette population depuis un siècle. De deux millions il y a 500 ans, puis d'un nombre qui chuta de 95 % quatre siècles plus tard, il est revenu à 1,2 million en 2007. Mais la fermeté optimiste de Saul fera-t-elle entendre les Premières Nations ?

Cercle englobant oblige, le parti pris canadien de Saul fait peu de différence entre les stratégies qui ont prévalu sur le territoire immense, jugées selon leur résultat. Outre les ravages du profit immédiat, la différence culturelle entre la tradition orale et le texte écrit, qui a été une pierre d'achoppement majeure, a démoli les ententes de confiance et de loyauté réciproques ; certes, les tribunaux ont innové depuis peu. C'est pourquoi Saul saisit cette actualité, cette chance pour l'humanisme. La complexité idéologique et sociale rebute toujours l'esprit de conquête, mais si Saul applique lui-même ce principe à ce qui l'arrange, à savoir réduire à quia toutes les relations découlant de principes établis en Europe, ou ailleurs, qui fonctionnèrent avec la nature non linéaire des cultures panthéistes et animistes des Premières Nations, fera-t-il bouger le chaos du Canada ? À mener sa pensée sur le fil de la lame, malgré son pacifisme évident, il a des formules équi-

voques, aux relents manichéistes bien-pensants : « *Ainsi au Canada, tant chez les anglophones que chez les francophones, le modèle européen a prévalu, avec sa crainte de la complexité, sa conception linéaire du progrès et ses théories raciales. Il représente une dangereuse forme de colonialisme autodestructeur.* » À ce feuilleton de l'histoire, il manque, à mon avis, l'articulation des luttes aux contextes relatifs où elles s'inscrivirent, à savoir une véritable histoire mondiale ; y inscrire les Premières Nations est toutefois le début d'un retournement du local vers l'universel.

La beauté des principes d'intégration amérindienne et inuit, qui offre une voie de gouvernement idéal, doit-elle minimiser les luttes intestines, telles celles de la laïcité au Québec, brutalement ramenée par Saul au modèle français « *pour la seule raison que la France est le seul autre grand interlocuteur francophone* » ? Un repli sur l'origine autochtone voue aux gémonies toutes les avancées du Québec en matière de solidarité francophone, alors que le français au Canada, comme les langues inuit, diminue objectivement et que le Québec voisine autrement. Comment ignorer que ces innovations complexes visent aussi à forcer une refonte de la politique canadienne ? Il est vrai que, pour Saul, le plurilinguisme va de soi. Rétorquons-lui.

Réfléchissons avec Saul sur la citoyenneté autochtone ; son essai étend le rapport sur les accommodements raisonnables aux 50 000 habitants du Grand Nord, presque tous Inuit, plus nombreux que jamais. Son « *processus de réimagination de nous-mêmes* », qui concerne les modalités du « *vivre-ensemble* », s'appuie sur la volonté de relations durables. Mais reprenons les points écartés du pacte éthique : Saul ne s'arrête pas sur les guerres tribales, qui donnent aux principes une saveur de langue de bois (les Nescapée repoussés vers les régions polaires étaient-ils d'accord avec la grande paix inclusive des Mohawks ?) Saul vante la pureté de l'art inuit, l'écoute pratiquée par les Autochtones dans les petites communautés, et il en conclut à l'égalité et à l'individualisme unis en un équilibre inviolable. Rêve (pieux ?) d'un monde naguère — avant l'arrivée des Blancs — en équilibre ? En quoi ce Filou, archétype dont il fait un modèle d'adaptation, est-il si différent de Goupil, ce malotru rusé et médiéval, issu de l'oralité des contes et épopées populaires, qui triomphe sans morale ? ●